



Ministère à la Présidence chargé du Contrôle
d'Etat

**Agence Nationale de promotion de la Bonne
Gouvernance et de Lutte contre la Corruption
(ANBGLC)**

Rapport d'activités

1er Semestre 2009

Le présent rapport s'articule autour des points suivants :

- Activités projetées
- Activités réalisées
- Recommandations.

I – Activités projetées :

Dans le cadre de la mobilisation citoyenne pour un changement de comportement face à la gestion efficace des ressources publiques, l'Agence Nationale de promotion de la Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption a projeté les activités ci-après :

- Formation de cinquante (50) Contrôleurs et Inspecteurs d'Etat
- La création d'un Site Web et un Bulletin d'informations
- La conception des outils pédagogiques et des supports de sensibilisation et de communication
- La poursuite de l'élaboration du Projet de Loi anti-corruption
- Les préparatifs de la campagne nationale de mobilisation citoyenne contre la corruption intitulée « EVEIL » destinée à la société politique, aux des écoles et Universités
- L'organisation d'une série de renforcement des capacités des membres de l'Agence installés dans les quatre régions naturelles avec pour objectifs la qualification de leurs méthodes de travail et le renouvellement des instances du Comité de Pilotage des Antennes régionales en vue de prendre en compte la participation des nouveaux acteurs tout comme les questions émergentes liées à la transition
- La formation de paires éducatrices dans les 4 régions naturelles.

II – Activités réalisées :

Toutes les activités programmées n'ont pas pu être réalisées pour ce 1^{er} semestre 2009 à cause de plusieurs contraintes d'ordre politique, économique et social.

En effet, depuis janvier-février 2009 l'administration ne fonctionne pas à son rythme normale cherchant ses repères dans un climat d'incertitude et d'instabilité institutionnelle chronique doublé d'une insuffisance de ressources financières et matérielles.

C'est dans ce contexte que le 23 décembre 2008, à la suite du décès de feu Président Lansana Conté, les militaires ont pris le pouvoir, action qui a été condamnée par la communauté internationale avec ses conséquences sur les actions de développement.

Malgré cette situation de crise, l'Agence avec l'appui du PADIPOC et du PNUD dans le cadre des nouvelles orientations de ses actions reposant fortement sur la prévention, la communication et la mobilisation citoyenne en vue d'instaurer la bonne gouvernance, a continué à travailler sur plusieurs dossiers à savoir :

En ce qui concerne le projet de Loi anti-corruption qui constitue une forte recommandation des instances de l'ONU notamment de l'ONUSD de même que la Convention de l'Union Africaine, la Commission paritaire ANBGLC-Ministère de la Justice a quasi finalisé la rédaction du premier draft de l'avant-projet.

En ce qui concerne les outils pédagogiques et les supports de communication et de mobilisation pour la campagne contre la corruption et les pratiques assimilées en vue de promouvoir une bonne gouvernance par le changement de comportement, le PNUD a financé pour l'Agence la conception desdits outils dont la diffusion sera faite lors de la campagne qu'il convient de lancer dans les meilleurs délais en vue de soutenir la volonté politique des nouvelles autorités en la matière.

Dans le cadre de ses activités au niveau décentralisé, l'ANBGLC en collaboration avec le Centre d'Information de Proximité du PNUD a organisé une formation en technique de plaidoyer pour une bonne gouvernance locale et une lutte efficace contre la corruption en faveur de 150 paires éducatrices.

En ce qui concerne les contributions de l'ANBGLC aux différents exercices, politiques et programmes du Gouvernement et de ses partenaires, l'Agence a été associée à l'organisation de l'atelier de sensibilisation des acteurs de la vie nationale sur l'intérêt et l'importance de l'implémentation du MECANISME AFRICAIN D'EVALUATION PAR LES PAIRES (MAEP) en Guinée organisé conjointement par l'ONG CECIDE en partenariat avec l'ONG canadienne Partenariat pour l'Afrique et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. Une Commission ad-hoc a été mise en place en vue de promouvoir l'adhésion de la Guinée à cet instrument de bonne gouvernance dont l'Agence fait partie.

Dans la même connexité des contributions, l'Agence, en tant que membre du Comité de pilotage et du Comité d'audit de l'Initiative de Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), a participé à la validation du pré-rapport des paiements effectués par les Sociétés minières à l'Etat en faveur des Collectivités. Elle a également participé à la formation organisée sur les techniques de validation des rapports de l'ITIE et de la stratégie de communication disséminée par l'ONG International Rew Human Watch.

Les perspectives des activités à réaliser pour 2009.

En plus des actions de renforcement des capacités susmentionnées, trois actions méritent d'être soulignées sur lesquelles l'Agence est en concertation avec le PNUD à savoir : la finalisation du projet de loi anti corruption qui intègre les recommandations des Conventions de l'ONU et de l'UA contre la corruption ; l'élaboration du programme national de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption et la réalisation d'un site web et d'un bulletin d'information et de liaison avec les acteurs non étatiques (société civile, secteur privé). Les projets de TDR élaborés feront l'objet de transmission une fois approuvés par l'ensemble des parties prenantes.

Difficultés rencontrées :

Les difficultés rencontrées sont liées aux questions d'appui budgétaire tout comme celle liées aux questions émergentes liées à la transition notamment, politique.

Conclusion :

Parmi les objectifs du millénaire pour le développement, la volonté de réduire de moitié l'extrême pauvreté et de développer l'accès aux services sociaux de base de manière efficace et équitable d'ici l'an 2015, constitue l'un des objectifs majeurs parmi les huit (8) approuvés par les Etats et Gouvernements.

Pour atteindre cet objectif, il convient de renforcer en tout premier lieu, la lutte contre la corruption, les pratiques assimilées et l'impunité dans le cadre d'une synergie d'action de tous les acteurs (administration publique, société civile, secteur privé), avec l'appui technique et financier des partenaires au développement. C'est dans cette perspective que les appuis de tous les acteurs et partenaires techniques et financiers sont sollicités et sans lesquels aucun développement n'est possible.

L'Agence remercie tous les acteurs qui collaborent avec elle et surtout les partenaires techniques et financiers qui appuient ses actions notamment, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et le PNUD.

Ministère du Contrôle Economique et Financier
Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC)

Service Administratif et Financier

EXECUTION DES CREDITS 2009

	Subventions	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DEC	TOTAL
Subvent. demandées	1 400 000 000													
Subvent. Accordées/Etat		786 481 374										158 000 000		944 481 374
Subventions PNUD														
Traitements & Indemnités (A)		16 708 500	19 858 500	19 358 500	19 358 500	19 558 500	19 558 500	19 558 500	19 558 500	19 058 500	19 358 500	19 658 500	18 758 500	230 352 000
Serv.cent.	Siège	16 708 500	19 858 500	19 358 500	19 358 500	19 558 500	19 558 500	19 558 500	19 558 500	19 058 500	19 358 500	19 658 500	18 758 500	230 352 000
														0
Fournitures et biens courants		6 650 000	3 380 500	8 334 100	9 078 100	44 162 500	50 987 500	2 500 000	9 250 000	9 636 200	8 700 000	9 300 000	9 667 900	171 646 800
Carburant		2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	30 000 000
Pré-imprimés			880 500	34 100	5 318 100					886 200			417 900	7 536 800
Fournitures pts mat. de bureau											6 200 000		6 750 000	12 950 000
Fournitures et mat. Informatiques		4 150 000		5 800 000	1 260 000	6 000 000	12 750 000		6 750 000	6 250 000		6 800 000		49 760 000
Autres matériels techniques						35 662 500	35 737 500							71 400 000
Combustible grpes électrogènes														0
Carburant														0
Fournitures et biens spécifiques														0
Prestations diverses		50 000	0	100 000	50 000	50 000	6 050 000	15 050 000	50 000	50 000	100 050 000	50 000	6 050 000	127 600 000
Stage et formation											100 000 000			100 000 000
Loyer Bureau/Bâtim. administratif							6 000 000						6 000 000	12 000 000
Antennes Rég. (Atelier de Kindia)								15 000 000						15 000 000
Nettoyage de locaux		50 000		100 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	600 000
Acquisition rénovation bâtiments						39 440 000								39 440 000
Conso. Eau électricité téléphone		1 217 689	390 649	307 567	1 865 575	1 655 002	12 877 529	648 872	2 507 516	294 325	632 764	425 885	4 158 074	26 981 447
Eau		404 463			454 841		61 755		97 863					1 018 922
Electricité														0
Téléphone, Fax et Internet		813 226	390 649	307 567	1 410 734	1 655 002	12 815 774	648 872	2 409 653	294 325	632 764	425 885	4 158 074	25 962 525
Frais de déplacement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Indemnités missions à l'intérieur														0
Transport missions à l'intérieur														0
Indemnités missions à l'extérieur														0
Transport missions à l'extérieur														0
Frais de représentation & Manisf.		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000	59 216 750	64 216 750
Cérémonies et réceptions / JMLC												5 000 000	59 216 750	64 216 750
Entretien mainten. Immobilis.		306 000	2 323 000	133 000	6 117 500	3 738 000	113 000	7 573 000	4 653 000	7 656 000	2 167 500	8 190 000	180 000	43 150 000
Mat.&Mobilier														0
Mat. Informatique														0
Autres matériel technique		64 000						560 000						624 000
Véhicules automobiles			2 200 000		6 000 000	3 615 000		6 900 000	4 500 000	7 515 000	2 022 500	8 000 000		40 752 500
Autres moyens de trsprt														0
Bâtiements administr.		242 000	123 000	133 000	117 500	123 000	113 000	113 000	153 000	141 000	145 000	190 000	180 000	1 773 500
Logiciels(autres immob.incorp.(*))														0
	S TOTAL(B)	8 223 689	6 094 149	8 874 667	17 111 175	89 045 502	70 028 029	25 771 872	16 460 516	17 636 525	111 550 264	22 965 885	79 272 724	473 034 997
	TOT (A) +(B)	24 932 189	25 952 649	28 233 167	36 469 675	108 604 002	89 586 529	45 330 372	36 019 016	36 695 025	130 908 764	42 624 385	98 031 224	703 386 997

